

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13130 Berre-l'Étang

Références : NN/JPP-D-1217-MRT-2024
SPR/1113/2024
Code AIOT : 0006410871

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 24/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite d'inspection du 20/06/2024 est de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 2022-279-MED du 10/11/2022 portant sur les livrables demandés dans le cadre de l'APC COV n°2018-140-PC du 19 juin 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réduction COV bassin API Nord	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 1.	Sans objet
2	Quantification des émissions à la torche	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 2.	Sans objet
3	Réduction de la durée d'utilisation du torchage	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 3.	Sans objet
4	Bilan annuel des actions	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 4.	Sans objet
5	Transmission périodique des bilans	AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 5.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis l'ensemble des documents permettant de répondre aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 2022-279-MED du 10/11/2022. Ces éléments feront l'objet d'une analyse comparative avec les autres sites industriels de la zone afin d'évaluer leur suffisance et d'assurer une homogénéité dans la déclaration des émissions répondant aux objectifs de surveillance des émissions de COV fixés par l'arrêté préfectoral du 19/06/2018. Des demandes complémentaires pourront être formulées à l'issue de cette analyse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction COV bassin API Nord

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 1.
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
Prescription contrôlée : La société Lyondellbasell Service France (LBSF) faisant partie du Pôle Pétrochimique de Berre, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 13 et 19 de l'APC COV susvisé, en : 1. complétant sous 6 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté, l'étude technico-économique transmise en réponse aux articles 10 et 15 de l'APC COV susvisé en étudiant les solutions de réduction des COV pour le bassin API Nord. L'échéancier associé au plan d'actions proposé devra être dûment justifié.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24/01/2024 (voir rapport de référence NN/JPP-D-0379-MRT-2024 du 02/06/2024) portant sur la thématique « ETE APC COV et Plan de surveillance de l'environnement » l'exploitant a présenté les mesures prévues pour réduire les émissions de COV. Lors de la visite d'inspection du 20/06/2024, l'exploitant a présenté l'avancement des actions menées depuis la dernière visite. Concernant la remise en fonctionnement de la vis de relevage en entrée de l'API UCB Nord avec envoi direct du flux entrant vers un API circulaire V5961, les actions suivantes ont été menées : - vidange et nettoyage du V5961, - remise en service de racleur et vérification du bon fonctionnement de la vis de relevage, - curage de la tête d'API Nord permettant de débloquer la vis de relevage, - nettoyage des filtres S5906A/B au refoulement de la vis P5906, - test des pompes P5957A/B (soutirage boues) et P5958 (récupération huile de surface), - test de la vis P5906. Une étude pour le remplacement des pompes P5957A/B (bouchage récurrent) et pour le nettoyage de la ligne entre les filtres et le fond du V5961 est en cours de finalisation (échéance mi-juillet 2024). Ce point sera contrôlé à l'occasion d'une prochaine inspection. L'exploitant a également débuté les travaux de réfection des écrémeurs existants et de curage d'un des bassins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantification des émissions à la torche

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 2.
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
Prescription contrôlée : La société Lyondellbasell Service France (LBSF) faisant partie du Pôle Pétrochimique de Berre, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 13 et 19 de l'APC COV susvisé, en 2. transmettant sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection de l'environnement l'estimation annuelle de 2021 des débits et des flux massiques de polluants rejetés eu égard aux événements ayant entraîné le torchage. Pour chaque torche, ce bilan détaillera : - la ou les causes de l'envoi à la torche en précisant les différentes origines possibles de torchage

<p>(arrêts/démarrages planifiés, arrêts suite à incidents d'exploitation, torchage en continu) sur chacune des unités raccordées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité de fluides envoyés à la torche, - la durée de l'événement en cas de torche fumeuse. <p>Les méthodes d'élaboration des données devront prendre en compte l'ensemble des observations formulées par l'inspection de l'environnement à la suite de la visite d'inspection du 12 juillet 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>La torche UCB NORD exploitée par l'unité EBD de BPO traite les effluents en provenance des Utilités UCB exploitée par LBSF. Cette torche n'est utilisée que pour les mises à disposition d'équipements.</p> <p>Le bilan des émissions de la torche UCB Nord a été présenté. Les envois de produits provenant des Utilités UCB ne sont quantifiés que sur la base des estimations majorantes pour chaque type d'opération.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mener une réflexion sur la mise en place des moyens de communication des Utilités UCB vers l'unité EBD en cas d'envoi de produits vers la torche UCB Nord.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réduction de la durée d'utilisation du torchage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, APC COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Lyondellbasell Service France (LBSF) faisant partie du Pôle Pétrochimique de Berre, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 13 et 19 de l'APC COV susvisé, en :</p> <p>3. transmettant sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées l'étude visant à réduire la durée d'utilisation du torchage lors des opérations de démarrage et d'arrêt pour l'ensemble des unités concernées ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La torche UCB NORD n'est utilisée par les Utilités UCB que pour les mises à dispositions des équipements. Les phases de démarrage et d'arrêt des unités ne s'appliquent pas.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bilan annuel des actions

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, APC COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Lyondellbasell Service France (LBSF) faisant partie du Pôle Pétrochimique de Berre, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 13 et 19 de l'APC COV susvisé, en :</p> <p>4. transmettant sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées le bilan annuel des actions réalisées en 2021 en réponses aux dispositions prévues à l'APC COV susvisé ;</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant s'est engagé à mettre en place une transmission annuelle (à la fin du mois d'avril de chaque année) du bilan des actions menées en réponses aux dispositions prévues à l'APC COV. Ce bilan est dressé dans les supports de présentation de l'avancement des actions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Transmission périodique des bilans

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/11/2022, article 1 alinéa 5.
Thème(s) : Risques chroniques, APC COV
Prescription contrôlée : La société Lyondellbasell Service France (LBSF) faisant partie du Pôle Pétrochimique de Berre, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 10, 13 et 19 de l'APC COV susvisé, en 4. mettant en place sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un dispositif permettant une transmission périodique de bilans faisant l'objet des alinéas 2 et 4 ci-dessus au plus tard le 31 mars de l'année n+1 pour les données de l'année n des.
Constats : L'exploitant BPO est en charge de la transmission des bilans des émissions de la torche UCB Nord.
Type de suites proposées : Sans suite